

La défaite d'un vainqueur

Après les élections régionales de Brême du 10 mai 2015

François Talcy*



Alors que les instituts de sondage prévoient le *statu quo* aux élections régionales de Brême, la surprise est intervenue au lendemain du scrutin, lorsque le bourgmestre sortant, Jens Böhrsen, sorti vainqueur avec de sérieuses égratignures, a préféré jeter l'éponge.

Coup de théâtre in Bremen

Ergebnisse, Besonderheiten und Wertung der Bürgerschaftswahlen 2015 in Bremen, die mit dem Amtsverzicht des Wahlgewinners Jens Böhrsen (SPD) für eine Überraschung sorgten.

Dass die seit 1946 in wechselnden Koalitionen regierende SPD trotz knapper Mehrheit weiterhin mit den Grünen regiert, erklärt der Autor mit der Uneinigkeit der Opposition. Red.

Dans le *Land* de Brême, constitué de deux villes, Brême et Bremerhaven, le bourgmestre est l'équivalent d'un ministre-président. Depuis 1946, le parti social-démocrate (SPD) a remporté toutes les élections, ce qui lui a permis de gouverner tour à tour avec les chrétiens-démocrates (CDU) et les libéraux (FDP) jusqu'en 1959, puis avec le FDP jusqu'en 1971, avant de constituer seul le gouvernement régional pendant vingt ans. En 1991, nouvelle coalition : le SPD s'allie aux Verts et au FDP pendant quatre ans (le seul *Land* avec le Brandebourg à avoir réalisé une telle coalition), puis gouverne avec la CDU de 1995 à 2007, avant de s'allier avec les Verts sous la direction de Jens Böhrsen. Depuis 69 ans donc, le SPD est aux commandes et peut s'enorgueillir d'avoir gouverné avec les principales formations politiques du pays. Brême est bel et bien un cas particulier en Allemagne : c'est dans cette ville qu'une formation d'écologistes (la *Bremer Grüne Liste*, BGL) a connu son premier succès parlementaire en 1979. C'est aussi le premier Etat de l'ouest de l'Allemagne, où

Die Linke a réussi à se faire élire (en 2007). Autre particularité : lorsqu'un parti ne dépasse la barre des 5 %, obligatoire pour avoir droit à une représentation parlementaire, que dans une des deux villes, il a le droit néanmoins de siéger à la Diète. Un groupuscule populiste, *Bürger im Wut* (Citoyens en colère), sorti des urnes avec un score de 2,7 %, profite de cette exception en obtenant 6,5 % à Bremerhaven. Il est vrai que pour entrer au Parlement régional (3 mandats), seuls 2300 suffrages sont nécessaires dans cette ville représentée par 15 députés, contre 11 500 à Brême (65 députés) – et 250 000 dans le Bade-Wurtemberg.

Ces chiffres démontrent à eux seuls qu'il est abusif de généraliser le résultat dans ce *Land*, qui avec 410 km² est le plus petit d'Allemagne. La faible participation de 50,1 % (un record depuis 1946) fausse également le tableau, même si la progression des abstentionnistes semble être un phénomène global de toutes les élections régionales de ces dernières années. Pourtant, les scores peuvent avoir une valeur psychologique, lorsque les deux partis qui composent la coalition sortante, le SPD et les Verts, accusent ensemble un recul de 13 points.

Certes, les sociaux-démocrates restent la principale force politique de la région, mais les Verts doivent céder leur deuxième place aux chrétiens-démocrates, source de satisfaction éphémère, car le SPD entend bien, malgré ce revers, poursuivre son action politique avec les Verts. La surprise est d'autant plus grande, lorsqu'au lendemain du scrutin Jens Böhrsen décide de ne plus être candi-

* François Talcy est journaliste indépendant.

dat à sa propre succession. Son successeur est vite trouvé : 184 des 190 délégués du SPD réunis en congrès désignent Carsten Sieling, 56 ans, député au *Bundestag* depuis 2009 pour la circonscription de Brême, porte-parole de l'aile gauche du SPD au parlement de Berlin, après avoir présidé le groupe parlementaire social-démocrate de Brême pendant quatre ans et assumé les fonctions de président régional du parti de 2004 à 2006.

Une opposition hétéroclite

Après l'effet de surprise, les différents partis font l'état des lieux : le parti social-démocrate reste certes la principale formation politique du *Land*, mais au prix de sérieuses pertes. C'est en effet le plus mauvais score du SPD depuis 1946. Le recul des Verts était plus ou moins attendu : les écologistes avaient en effet profité, lors du scrutin de 2011, de l'effet Fukushima qui les avait propulsés à plus de 22 % des suffrages en plein débat sur la nécessité de recourir à l'énergie nucléaire. Depuis, la chancelière a fait le choix d'une sortie d'ici 2022, le débat reste certes vif sur les modalités de la transition énergétique, mais les Verts n'ont plus l'apanage des arguments dans la défense de l'environnement et doivent chercher de nouveaux chevaux de bataille.

Chez les chrétiens-démocrates, la satisfaction se limite à constater que la candidate CDU a su retrouver sa seconde place. Mathématiquement, une grande coalition SPD-CDU aurait été possible, mais Brême a préféré maintenir la coalition sortante malgré une majorité de mandats plus étriquée que lors de la législature précédente. Il fallait 42 sièges (sur 83) pour gouverner – avec 44 députés, la marge est certes faible, mais l'opposition est

trop hétéroclite pour menacer le travail de la coalition gouvernementale. On y trouve en effet, outre les 20 parlementaires chrétiens-démocrates, 8 députés de *Die Linke*, avec lesquels aucune coalition n'est sérieusement envisageable dans l'immédiat. D'ailleurs, la candidate de cette formation a annoncé dès le soir du scrutin qu'elle n'avait pas l'intention d'apporter son soutien au SPD et aux Verts, si ces derniers n'avaient pas assez de voix pour poursuivre leur action gouvernementale. De même pour les 4 députés souverainistes et anti-euro de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) : le mouvement, profondément divisé sur ses structures internes et la personnalité de ses dirigeants, aura peut-être connu à Brême son dernier « succès » électoral en dépassant tout juste la barre de 5 %. Quant aux libéraux, ils enregistrent pour la deuxième fois en 2015, après Hambourg, un score qui leur permet de retrouver les bancs de l'Assemblée. Une petite lumière d'espoir pour le FDP qui souffre encore de son cuisant échec aux dernières élections du *Bundestag* en 2013, le privant ainsi d'une plateforme dans le débat politique.

Les prochaines élections régionales n'auront lieu qu'en 2016, dans des *Länder* autrement plus représentatifs que les villes-Etats de Hambourg et Brême. Les enjeux seront de taille par rapport aux dernières élections d'il y a cinq ans : le 13 mars dans le Bade-Wurtemberg, où la CDU avait obtenu 39 % et le FDP 5,3 % en 2011 ; en Rhénanie-Palatinat, où SPD et CDU étaient au coude à coude avec quelque 35 % (FDP 4,2 %) ; en Saxe-Anhalt (CDU 32,5 %, FDP 3,8 %) ; puis en septembre dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale (SPD 35,6 %, FDP 2,8 %) et à Berlin (SPD 28,3 %, FDP 1,8 %).

Participation : 50,1 % (-5,8)

Capitale régionale	Brême	Partis	% (2009)	Sièges (2009)
Population	550 000 habitants	SPD	32,5 (-5,8)	30 (-6)
Coalition sortante	SPD-Verts	CDU	22,4 (+2,1)	20 (=)
Ministre-président sortant	Jörn Böhrnsen	Verts	15,1 (-7,4)	14 (-7)
Nouveau gouvernement	SPD-Verts	Die Linke	9,5 (+3,9)	8 (+3)
Ministre-président	Carl Sieling (SPD)	FDP	6,6 (+4,2)	6 (+6)
		AfD	5,5 (+5,5)	4 (+4)
		BIW	3,2 (-0,5)	1 (=)